

Vérification accrue des renseignements de la police



Le service de vérification accrue des renseignements de la police (E-PIC) de SterlingBackcheck combine une recherche dans le Répertoire national des casiers judiciaires et une recherche dans les banques de données des services de police locaux. Pour un programme de vérifications pré-emploi efficace, rigoureux et conforme aux meilleures pratiques à l'échelle nationale.

LE CHOIX DE VÉRIFICATION DEVRAIT ÊTRE FONDÉ SUR LA PROBABILITÉ DE...	LES DEUX VOLETS DE LA VÉRIFICATION E-PIC		
	VOLET 1 RÉPERTOIRE NATIONAL DES CASIERS JUDICIAIRES (VÉRIFICATION DE BASE)	VOLET 2 INFORMATION DE LA POLICE LOCALE (VÉRIFICATION ACCRUE)	VOLET 3 BASE DE DONNÉES SUR LES DÉLINQUANTS SEXUELS RÉHABILITÉS <small>Personnes dont la suspension de casier judiciaire a été approuvée et maintenue</small>
Découvrir des données de condamnation pour une infraction à caractère sexuel	✓	✓	-
Découvrir des données de non-condamnation pour une infraction à caractère sexuel	-	✓	-
Découvrir des condamnations pour actes criminels	✓	✓	-
Découvrir des condamnations pour infractions sommaires	-	✓	-
Découvrir des condamnations non encore inscrites au Répertoire national	-	✓	-
Découvrir des suspensions de casier judiciaire pour infractions à caractère sexuel	-	-	✓*
Découvrir des données de non-condamnation pertinentes**	-	✓	-
Centraliser les procédures de vérification de son entreprise	✓	✓	-
Éviter la prise d'empreintes digitales	✓	✓	-
Obtenir les résultats rapidement, y compris le même jour	✓	✓	-
Obtenir d'un même fournisseur, à coût stable et prévisible, un service conforme aux meilleures pratiques à l'échelle nationale	✓	✓	-
Éviter de perdre des candidats à cause de délais de vérification	✓	✓	-

* Moins de 0,005 % des personnes ayant fait l'objet d'une vérification en vue d'un travail auprès de personnes vulnérables s'avèrent avoir un dossier dans la banque de données sur les délinquants sexuels réhabilités (sur un total de 2,3 millions de vérifications par année).

** Peut révéler l'existence d'accusations pendantes, de mandats, d'ordonnances de non-communication, d'engagements de ne pas troubler l'ordre public, d'interdictions, d'ordonnances de probation, de conditions de mise en liberté provisoire ou d'absolutions. Ne sont pas relevées : les données concernant les victimes, les témoins, les plaignants ou les problèmes de santé mentale qui ne sont pas assorties d'une accusation formelle.